

Séquence n° 7. L'évolution des démocraties populaires d'Europe centrale et orientale (1948-1989)

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

Lorsque s'achève la guerre, les victoires de l'Armée rouge ont constitué un glacis dans lequel l'autorité de l'URSS s'exerce sans contre-pouvoirs effectifs : il correspond à la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Il faut y ajouter la zone d'occupation en Allemagne, qui deviendra la RDA, et deux pays où la résistance communiste a pris le pouvoir après avoir joué un rôle majeur dans la lutte contre l'Axe : l'Albanie et la Yougoslavie. Le qualificatif de **DEMOCRATIES POPULAIRES**, à la limite du pléonasme, est utilisé dès 1947 pour glorifier ce nouveau type de régime, appelé au dépassement de la démocratie libérale « bourgeoise » et à l'édification du socialisme. Le temps des **DEMOCRATIES POPULAIRES** a duré 4 décennies (1948-1989). On n'en retient le plus souvent que les formes politique et économique (dictature d'un parti unique, propriété collective et économie centralement planifiée). Mais les **DEMOCRATIES POPULAIRES** ont aussi créé des formes originales de société. La diffusion de l'instruction dans des pays où elle était rare, a créé de nouvelles élites sociales ; le développement de la protection sociale, notamment les soins médicaux bon marché, a introduit pendant deux générations des habitudes. Aujourd'hui, l'histoire de ces **DEMOCRATIES POPULAIRES** n'est plus centrée, comme avant, sur les raisons et le déroulement du passage de ces Etats au communisme en se concentrant sur le parti et ses dirigeants ; elle privilégie plutôt les raisons de la désintégration de cet immense et puissant système en prenant davantage en compte la grande absente de l'histoire des pays communistes, la **SOCIETE CIVILE** (familles, communautés rurales, cercles religieux et intellectuels, associations étudiantes ou professionnelles...).

- problématique :

La problématique peut donc être axée sur les acteurs de la contestation dans ces 8 Etats.

- annonce du plan :

Nous verrons d'abord comment ces acteurs sont mis au pas entre 1948 et 1953. Puis nous étudierons comment, après la mort de Staline, une **SOCIETE CIVILE** active et revendicative se développe peu à peu malgré les répressions violentes. Enfin nous nous concentrerons sur l'entrée en jeu des sociétés civiles partir du milieu des années 1970 et la disparition dans l'ensemble pacifique du régime communiste dans ces pays, deux ans avant que l'URSS n'implose.

Leçon n° 1. Soviétisation et satellisation des démocraties populaires : 1948-1953

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

- problématique :

- annonce du plan :

1.1. Les dernières installations de la **DEMOCRATIE POPULAIRE**

En 1948, seules la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la RDA n'ont pas encore mis en place une **DEMOCRATIE POPULAIRE**.

La Tchécoslovaquie, bien que dirigée par le communiste *KLEMENT GOTTWALD*, se montrait disposée à accepter l'aide américaine, ce qui déclencha la colère de Staline. Mettant en œuvre ce que le Hongrois stalinien *MATYAS RAKOSI* qualifia de « **tactique du salami** » (élimination des opposants par tranche), les communistes placent progressivement les leurs à tous les postes de responsabilité. En **février 1948**, le remplacement de fonctionnaires de la sûreté par des communistes provoqua la démission de 12 ministres non communistes mais ils ne purent entraîner une démission collective du gouvernement. Au contraire, le comité central invita les travailleurs de Prague à se rassembler pour faire échec à ce qu'il appela des menées anti-démocratiques tandis que le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, Zorine, arrivait à Prague et menaçait d'une intervention militaire russe. Le PC appela à la formation de comités d'action révolutionnaires et de milices armées. Celles-ci s'emparèrent du siège du parti social-démocrate (« **coup de Prague** ») ; le 25 février, le président Bénéš dut accepter l'organisation d'élections à liste unique et en juin 1948 *KLEMENT GOTTWALD* prenait la présidence de la République.

En Hongrie, aux élections de 1947, les communistes ne font que 22 % mais l'opposition est extrêmement divisée ce qui va faciliter son élimination par tranches successives. Le communiste Rajk, chef de la police, aidé par les services soviétiques multiplie en 1948 les arrestations et les communistes s'emparent des rouages du pouvoir les uns après les autres. La Hongrie devient à son tour une **DEMOCRATIE POPULAIRE**.

Enfin, après la crise de Berlin de 1948-1949, on assiste à la naissance de la République Démocratique Allemande, érigée en république par l'URSS en octobre 1949.

1.2. La **SOVIETISATION**

Selon le Polonais Jacek Kuroń, la **SOVIETISATION** se caractérise par trois éléments :

- un pouvoir centralisé c'est-à-dire la soumission de toutes les organisations et institutions au pouvoir absolu du bureau politique du PC (en ce sens, on pourrait parler de bolchévisation) ; c'est ainsi qu'en décembre 1948, en Pologne, le parti communiste absorbe les socialistes dans un parti unique : le POUP (parti ouvrier unifié polonais ou PZPR). Cela passe aussi par une intégration idéologique : lutte contre les Eglises catholique et orthodoxe (par exemple en 1949, Mgr Beran, archevêque de Prague, est confiné à sa résidence puis arrêté), encadrement de la vie intellectuelle et artistique à des fins de propagande, enseignement obligatoire de la langue russe et du marxisme-léninisme. Cela passe enfin par une intégration économique (collectivisation plus ou moins poussée dans l'agriculture et l'industrie, planification économique)
- la puissance de la police politique qui s'appuie sur la terreur, la torture, la délation et une justice aux ordres du pouvoir ; les partis au pouvoir répriment les récalcitrants et procèdent à des épurations. Les communistes nationaux sont éliminés et remplacés par des communistes staliniens fidèles et totalement dévoués à Staline sous la pression du Kominform. Sur le modèle stalinien, de grandes purges ont lieu avec des procès truqués, des actes d'accusation extravagants (« titisme », « trotskisme », « révisionnisme », « sionisme », « agent de l'impérialisme »...), des autocritiques insensées des accusés. C'est ainsi que *WŁADYSŁAW GOMUŁKA* (Pologne) est écarté du pouvoir en 1949, Rajk est condamné à mort et exécuté (Hongrie, 1949), Slansky connaît le même sort (Tchécoslovaquie 1952)

le gouvernement aux ordres de Staline et de milliers de « conseillers » soviétiques présents dans chaque pays du **bloc**. L'alignement inconditionnel sur l'URSS est exigé comme le montre l'éviction de la Yougoslavie en 1948. Ancien membre du Komintern, *JOSIP BROZ DIT TITO* admirait Staline et ses méthodes d'organisation. Cependant, un contentieux ne tarda pas à surgir avec le Kominform, *JOSIP BROZ DIT TITO* projetant de faire de l'Albanie la septième république yougoslave, voire de constituer une grande fédération avec ses voisins des Balkans. Au

printemps 1948, les Staliniens reprochèrent aux Yougoslaves de « manquer de rigueur avec les koulaks » et d'avoir un comportement inamical envers les conseillers soviétiques qui ne tardèrent pas à être retirés. Le 28 juin 1949, le Kominform condamnait *JOSIP BROZ DIT TITO*, espérant l'écarter de la direction du PC yougoslave au profit « d'authentiques communistes ». En fait, au congrès de juillet, *JOSIP BROZ DIT TITO* et ses partisans éliminèrent les Staliniens. A la grande fureur de Staline, *JOSIP BROZ DIT TITO* remet donc en cause la direction unique du monde socialiste par l'URSS et ouvre la voie à l'idée d'un socialisme national, libre par rapport au « grand frère ». La Yougoslavie de *JOSIP BROZ DIT TITO* entend aussi édifier le socialisme à sa manière : centralisation moins poussée, tentatives d'autogestion (conseils ouvriers élus par le personnel), relative ouverture à l'Ouest). En restant en dehors du **bloc** socialiste sans pour autant devenir l'allié des USA, *JOSIP BROZ DIT TITO* est sans doute l'un des premiers à pratiquer le « non-alignement », d'où son rayonnement dans le Tiers-Monde.

1.3. La **SATELLISATION**

A partir de 1947 une logique de **blocs** s'impose. A l'est, en réponse au plan Marshall, Staline crée le Kominform (septembre) dont la mission est de contrôler directement les partis communistes dans le sens des intérêts de l'Union soviétique. L'impulsion politique générale est désormais transmise directement et exclusivement de Moscou.

Au plan économique, l'organisation du « camp socialiste » se concrétisa par la constitution du Conseil d'assistance économique mutuelle (*CAEM ou COMECON*) en 1949. Par son intermédiaire, l'économie centralement planifiée soviétique imposait ses normes et la prise en compte de ses besoins aux **DEMOCRATIES POPULAIRES**. Celles-ci devaient spécialiser leurs productions dans le cadre d'échanges planifiés par l'URSS : la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande récemment constituée produiraient en priorité des machines tandis que la Pologne développerait sa production de charbon, la Roumanie celle de pétrole, la Hongrie celle de céréales... En fait, le CAEM assure la tutelle de fait de Moscou sur les autres économies de l'Est qui deviennent vite dépendantes de l'URSS, principal marché pour leurs produits et principal fournisseur d'énergie (part de l'URSS dans les échanges commerciaux des **DEMOCRATIES POPULAIRES** : 80 %). On assiste à un pillage au profit de l'économie soviétique : par exemple des usines allemandes sont démontées et expédiées en URSS.

Le processus de **SATELLISATION** continua de se renforcer après la mort de Staline avec la formation du Pacte de Varsovie en 1955 pour répondre au réarmement de l'Allemagne fédérale et à son adhésion à l'OTAN.

Leçon n° 2. Les révoltes des années 1950 et les tentatives réformistes jusqu'au milieu des années 1970

La mort de Staline en 1953 et les ouvertures de Khrouchtchev (déstalinisation, réconciliation spectaculaire avec *JOSIP BROZ DIT TITO* en 1955, dissolution du Kominform en 1956), font croire aux populations qu'elles peuvent obtenir plus de liberté, plus d'indépendance nationale et une amélioration de leur niveau de vie. Progressivement se mettent en place des voies nationales de construction du socialisme, sous réserve cependant du maintien dans le **bloc** de l'Est et de la permanence des fondements du totalitarisme : la marge de manœuvre reste très étroite, trop étroite face aux aspirations des populations. Les aspirations démocratiques et nationales largement insatisfaites subsistent, sur fond de difficultés économiques et sociales : la contestation perdure, malgré la répression.

2.1. La croissance extensive et ses limites

Le modèle soviétique d'étatisation des secteurs économiques clés, de planification centralisée et de collectivisation des terres (diversement appliquée, notamment en Pologne), privilégia, comme en URSS, le développement des industries lourdes et des biens d'équipement en utilisant massivement l'énergie et les matières premières : c'est ce qu'on appelle la **croissance extensive**. Si ce mode d'industrialisation permit aux **DEMOCRATIES POPULAIRES** d'amorcer un décollage économique au cours des années 1950 et 1960, il se révéla dans les années 1970 inapte à l'innovation, s'enfermant dans des techniques obsolètes (industrie automobile par exemple) et incapable d'assurer sa propre croissance interne (importation de produits manufacturés pour satisfaire les besoins des consommateurs en Hongrie, Pologne,...).

Au plan social, une nouvelle élite ouvrière se constitua dans des pays qui étaient à l'origine agricoles, sauf la RDA et la Bohême. L'éducation et les soins médicaux furent largement diffusés. Mais les produits alimentaires restaient rationnés (queues devant les magasins) et les biens de consommation rares. Caractérisant ce tableau contrasté, Jacek Kuroń remarquait : « Une grande partie de la société n'aimait ni le parti ni la terreur, mais en même temps, nombre d'individus appréciaient les chances de promotion sociale, appréciation qui était à la base de l'acceptation de l'ordre nouveau ». On peut rajouter que le réformisme à l'œuvre à partir des années 1950 est lui-même indissociable de ces mutations sociales (accroissement des effectifs ouvriers, essor d'une intelligentsia technique et forte augmentation des diplômés)

2.2. Les révoltes des années 1950

Les Etats communistes d'Europe firent payer à la classe ouvrière le prix de l'industrialisation : lourde fiscalité, bas salaires, heures supplémentaires non rémunérées, journées patriotiques obligatoires (renonciation aux jours de repos). En l'absence d'élections libres et de toute modalité de gestion des conflits sociaux (syndicats officiels), les revendications ne pouvaient s'exprimer que par des soulèvements.

La disparition de Staline (mars **1953**) fut suivie d'une série de soulèvements dans les **DEMOCRATIES POPULAIRES**. En mai ce sont les ouvriers de Plzen, en Bohême, qui se révoltèrent contre l'échange de monnaie qui leur faisait perdre 12% de pouvoir d'achat. En **juin**, le relèvement de 10% des normes de production en RDA (ce qui équivaut à une augmentation du temps de travail sans augmentation de salaire) provoqua le **soulèvement des ouvriers** dans la plupart des villes du pays. Le 17, aux cris de « Nous ne sommes pas des esclaves ! », « Elections libres », « Grève générale », des dizaines de milliers de manifestants se heurtèrent à la police de **Berlin-Est** renforcée par des chars soviétiques à l'appel du stalinien **WALTER ULBRICHT**. On estima le nombre des victimes, pour l'ensemble de la RDA, à 500 morts.

Cependant, la déstalinisation engagée par Khrouchtchev au XXe congrès du PCUS (février 1956) fit renaître l'espoir d'un changement politique. En Pologne, les ouvriers de Poznań se soulevèrent le 28 juin 1956 : grève, manifestations avec pour slogan « Pain, Démocratie, Liberté ». Là encore la répression fut brutale (nombreuses arrestations et violences faisant 50 morts). A la suite de nouvelles émeutes ouvrières en octobre 1956, les dirigeants communistes polonais, craignant une contre révolution, firent appel à un communiste emprisonné depuis 1951 pour déviation nationaliste, **WŁADYSŁAW GOMUŁKA**, pour diriger le parti et le pays. Le programme de **WŁADYSŁAW GOMUŁKA** promet la liberté religieuse, l'amnistie, des hausses de salaires, une nouvelle planification et la décollectivisation de l'agriculture (85 % des coopératives vont maintenant rapidement se dissoudre). Khrouchtchev accourut à Varsovie pour s'assurer que la libéralisation serait limitée.

A la nouvelle de la victoire de **WŁADYSŁAW GOMUŁKA**, les Hongrois s'agitent. Etudiants et intellectuels demandent la mise en jugement du stalinien **MATYAS RAKOSI**, la réhabilitation de Rajk et le retour au pouvoir d'**IMRE NAGY**, populaire et favorable aux réformes. Des conseils ouvriers se forment qui réclament des augmentations de salaires et appellent à la grève générale. Bientôt les étudiants élaborent un véritable programme qui exige le pluralisme politique, la réorganisation de l'économie, le départ des troupes soviétiques : c'est

« l'**Octobre hongrois** ». Le 23 **octobre 1956**, a lieu une manifestation pacifique de solidarité avec la Pologne, mais au soir la manifestation ne se dissipe pas : la police tire et déclenche le signal de la révolte, d'autant que les dirigeants ont immédiatement fait appel aux chars soviétiques entrés dans **Budapest** peu après minuit. Le 24 octobre, **IMRE NAGY** devient chef du gouvernement, et **JANOS KADAR** devient premier secrétaire du parti le lendemain et vice-président du gouvernement. Du fait de l'intervention soviétique, l'insurrection se généralise, en prenant des aspects de plus en plus anti-communistes. **IMRE NAGY** obtient le retrait des soviétiques et ordonne le cessez-le-feu. Mais l'agitation perdure, les partis politiques se reconstituent et **IMRE NAGY** est débordé. Le 1^{er} novembre, **IMRE NAGY** proclame le retour au pluralisme politique, la neutralité de la Hongrie et son retrait du pacte de Varsovie. C'en est trop pour les soviétiques. **JANOS KADAR** constitue un gouvernement parallèle chez les soviétiques, fait appel aux troupes soviétiques pour rétablir l'ordre, fait un coup d'état contre **IMRE NAGY** et s'emploie à mater ceux-là mêmes dont il disait quelques jours plus tôt que les aspirations étaient légitimes. Le 4 novembre, 200 000 hommes et les chars envahissent la Hongrie. A Budapest, les combats sont extrêmement violents mais la lutte est très inégale. **IMRE NAGY** en appelle en vain à l'ONU, qui protesta, sans conséquences. Le 12 novembre, l'insurrection est anéantie, noyée dans un bain de sang par l'URSS (environ 25 000 morts et 15 000 déportés). **IMRE NAGY** et 48 autres personnes sont enlevées par les soviétiques malgré les garanties de sécurité données par **JANOS KADAR**. Condamné à mort en 1957 après une parodie de procès, **IMRE NAGY** sera exécuté en juin 1958. 100 000 à 200 000 personnes s'exilent, notamment en passant en Autriche.

2.3. Stratégies réformistes et différenciation des pays

Dans les années 1960, tandis que **JOSIP BROZ DIT TITO**, désormais réconcilié avec Khrouchtchev, poursuit la mise en œuvre de la voie yougoslave vers le communisme caractérisée par la pratique de l'autogestion, l'Albanie rompt ses relations avec l'URSS accusée de révisionnisme (entendre abandon du stalinisme) et se rapproche de la Chine de Mao. La Roumanie de **NICOLAE CEAUSESCU** affirme son indépendance nationale par rapport à l'Union soviétique (1965). Ces manifestations d'indépendance sont à présent tolérées par Moscou. L'URSS tolère une relative autonomie pour peu que l'essentiel ne soit pas remis en cause. La politique économique originale de la Hongrie est acceptée ; **JANOS KADAR** mène une politique économique relativement libérale et autonome, avec réussite d'ailleurs, et le niveau de vie s'améliore en conséquence. On note même quelques assouplissements en matière politique : la censure décline, les ouvrages occidentaux sont traduits, les Hongrois peuvent voyager librement dans les autres **DEMOCRATIES POPULAIRES**. En revanche il reste totalement soumis à Moscou en politique extérieure.

Dans les **DEMOCRATIES POPULAIRES** fidèles à l'URSS la défense du système politique et économique est plus que jamais à l'ordre du jour. Pour faire face à l'émigration vers la RFA de travailleurs jeunes et bien formés, la **RDA construit le mur de Berlin (13 août 1961)**.

Au contraire, la Tchécoslovaquie semble s'engager dès 1963 dans une tentative réformiste qui s'explique d'abord par un contexte original. Des noyaux réformistes s'étaient constitués tant au sein du parti (avec **ALEXANDER DUBCEK**, premier secrétaire en Slovaquie et partisan d'un « **socialisme à visage humain** ») que dans les milieux intellectuels (l'économiste Ota Sik, le dramaturge **VACLAV HAVEL**). Dès 1963, Mgr Beran est libéré. La coalition des « libéraux » tchèques et des nationalistes slovaques fit chuter le stalinien Novotny (janvier 1968) qui fut remplacé par **ALEXANDER DUBCEK**. Ayant écarté du praesidium la plupart des anciens dirigeants, **ALEXANDER DUBCEK** annonce qu'il va autoriser le pluralisme politique, reconnaître la liberté de l'information, libéraliser l'économie, fédéraliser le pays, réhabiliter et indemniser les victimes du communisme, autoriser de voyager à l'étranger et de créer une **autogestion ouvrière** (printemps 1968). Mais, hostiles aux réformes engagées et craignant un rapprochement de la Tchécoslovaquie avec la RFA, les dirigeants des pays membres du pacte de Varsovie invitèrent d'abord le PCT à « corriger ses erreurs » et convoquèrent les dirigeants tchécoslovaques à Moscou avant de décider (sauf **NICOLAE CEAUSESCU**) d'intervenir militairement pour rétablir la « légalité socialiste » en Tchécoslovaquie et **écraser le « Printemps de Prague » (20-21 août 1968)**. Les troupes du pacte de Varsovie ne rencontrent qu'une résistance passive et occupent le pays. La « **normalisation** » commence c'est-à-dire le retour « aux formes normales de la démocratie socialiste » donc la mise au pas du pays: les acquis du **Printemps de Prague** sont supprimés, censure, autoritarisme et épuration font leur retour avec les néostaliniens imposés par Moscou. La chape de plomb retombe sur la Tchécoslovaquie désormais dirigée par Husak.

La consolidation apparente des **DEMOCRATIES POPULAIRES** reposait désormais sur la conviction partagée par les oligarchies communistes de devoir intervenir, au besoin par la force, pour sauvegarder leur pouvoir (théorie de la **souveraineté limitée** dite **doctrine Brejnev**). Le socialisme est considéré comme irréversible et les Etats frères ont le devoir d'intervenir lorsqu'il se trouve menacé dans l'un ou l'autre des pays du **bloc**.

Une nouvelle alerte vint de Pologne où, après une augmentation brutale des prix des produits de première nécessité, les ouvriers des chantiers navals de la Baltique (Szczecin et Gdańsk) se soulevèrent en décembre 1970. Comme en 1956, on assiste à une violente répression (centaines de morts) qui traumatise la population et une

solution nationale fut trouvée, *WŁADYSŁAW GOMUŁKA* étant alors remplacé par Gierek qui annula les hausses et se tourna vers les importations pour améliorer les conditions de vie des ouvriers.

Leçon n° 3. L'entrée en jeu des sociétés civiles et la disparition des démocraties populaires

A partir de la seconde moitié des années 1970, les dysfonctionnements s'accroissent et touchent même les **DEMOCRATIES POPULAIRES** les mieux placées en matière socio-économique (RDA). L'ouverture des économies puis l'augmentation du prix des hydrocarbures induisent une dette extérieure et une dépendance énergétique insurmontables. La force mobilisatrice du marxisme-léninisme et la conviction qu'il est possible d'améliorer les choses se sont érodées : un fossé se creuse entre le consensus apparent et le détachement réel. Tout ceci se traduit, de manière inégale selon les pays, par la non-satisfaction de besoins élémentaires, une perte de vitalité, une autonomisation accrue de la **SOCIÉTÉ CIVILE**, que reflètent, inégalement là encore, la montée de la **dissidence** et la régression de l'athéisme.

3.1. Les sociétés civiles s'opposent aux régimes communistes

Au milieu des années 1970 les **DEMOCRATIES POPULAIRES** semblent se stabiliser ; elles sont capables de procurer certains biens de consommation à leurs populations et sont reconnues au plan international (Ostpolitik de Willy Brandt et admission de la RDA à l'ONU, conjointement avec la RFA). Brejnev pense le moment venu de réaliser un des objectifs constants de la politique extérieure de l'URSS, la proclamation de l'inviolabilité des frontières issues de la guerre, la reconnaissance de l'intégrité territoriale des Etats et la non-intervention dans les affaires intérieures des pays. C'est sur ces bases que s'ouvre à *Helsinki*, en 1972, la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à laquelle les Occidentaux obtiennent que soient joints la coopération économique et le respect des droits de l'homme et des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, principes qui figurent dans l'**acte final signé en 1975**. Sur le moment, l'URSS et les **DEMOCRATIES POPULAIRES** semblent l'emporter dans la mesure où les **dissidents** sont partout pourchassés voire expulsés pour les empêcher d'agir dans leur pays.

Pourtant, les peuples des **DEMOCRATIES POPULAIRES** brandissent l'acte d'Helsinki contre les régimes communistes. Dès 1976, des émeutes ont lieu en Pologne à Radom et Ursus et les ouvriers sont soutenus par les intellectuels du KOR (Comité de défense des ouvriers).

Forts de leur première expérience de 1968, 257 intellectuels tchèques constituent la Charte 77 qui rassemble notamment le philosophe Patocka, l'historien Jiri Hajek, *VACLAV HAVEL* et ne tarde pas à faire école dans les autres pays. Sur les bases de l'acte final de la conférence d'Helsinki, ils réclament le respect des libertés fondamentales.

Par ailleurs, la contestation polonaise se renforce après l'élection en 1978 du cardinal polonais *KAROL WOJTYŁA* à la papauté sous le nom de Jean Paul II et sa visite dans le pays dès l'année suivante. En 1980, une crise économique et sociale profonde secoue le pays (endettement international considérable, pénurie avec flambée des prix des produits de première nécessité). En août 1980, la **grève des chantiers navals de Gdańsk** se transforme en une crise rampante du régime. Le 31 août de la même année, le POUP doit signer les 21 points des accords de Gdańsk (dont la libération des détenus politiques, la reconnaissance du droit de grève, la liberté d'expression religieuse) et surtout accepter de légaliser le premier syndicat libre dans une **DEMOCRATIE POPULAIRE**, Solidarność (Solidarité), dirigé par *LECH WAŁĘSA*, électricien aux chantiers navals Lénine de Gdańsk. En moins d'un an Solidarité rassemble près de 10 millions d'adhérents. Les autorités sont débordées. Avec l'appui des Soviétiques, le général *WOJCIECH JARUZELSKI* prend le pouvoir et **proclame la Loi martiale (13 décembre 1981)**. Les dirigeants de Solidarité, dont *LECH WAŁĘSA*, sont emprisonnés et une répression aveugle frappe le pays (assassinat du père Popiełuszko par la police politique en 1984).

3.2. La disparition des **DEMOCRATIES POPULAIRES**

Le facteur accélérateur de la crise finale des **DEMOCRATIES POPULAIRES** vint de là où on l'attendait le moins, d'Union soviétique, où *Mikhaïl Gorbatchev* accéda **à la tête du PCUS en avril 1985**. Il ne tarde pas à faire connaître son intention de réformer en profondeur son pays dans lequel il diagnostique stagnation économique et sociale. Au plan stratégique, la perestroïka (réforme) impliquait un arrangement global avec l'Occident (le traité de Washington du 8 décembre 1987 entraîna l'élimination des missiles nucléaires de courte et moyenne portée) et l'abandon de la « **doctrine Brejnev** » de **souveraineté limitée**.

En décembre 1988, Gorbatchev avertit les dirigeants polonais aux prises avec de nouvelles grèves ouvrières, qu'ils ne pourront pas compter sur l'intervention soviétique en cas de troubles graves. Des élections semi-libres sont organisées en juillet dont Solidarité sort grand vainqueur : le 24 août 1989, Tadeusz Mazowiecki devient le 1^{er} chef de gouvernement non communiste d'une **DEMOCRATIE POPULAIRE**.

Dans le même temps, Gorbatchev répond favorablement aux dirigeants réformistes hongrois que leur pays pourra quitter le Pacte de Varsovie. Ceux-ci entreprennent immédiatement de démanteler le rideau de fer qui sépare la Hongrie de l'Autriche. Par la brèche ainsi ouverte, 720 000 Est-Allemands gagnent l'ouest et passent en République fédérale. En novembre 1989, en Hongrie, ont lieu les premières élections totalement libres dans une **DEMOCRATIE POPULAIRE**.

En RDA même, des manifestations de masse, notamment à Leipzig, réclament la fin du monopole communiste et des réformes démocratiques en scandant « Wir sind das Volk » (nous sommes le peuple). Le 18 octobre 1989, **ERICH HONECKER** est remplacé à la tête de la RDA par Krenz qui doit rapidement ordonner l'ouverture du mur de Berlin (9 novembre), pour les mêmes raisons que **WALTER ULBRICHT** l'avait fait construire en 1961 : afin que les Allemands de l'Est restent en RDA. De fait, sans que l'émigration à l'ouest se tarisse tout à fait, la plupart rentrent chez eux après avoir satisfait leur curiosité à propos de l'Ouest.

Commencée dans les pays qui avaient déjà connu des soulèvements en 1956 (Pologne, Hongrie), la révolution démocratique de 1989 se généralise aux autres pays. Le processus est partout le même : élimination de la vieille génération des dirigeants, fin du rôle dominant des PC qui se transforment en partis sociaux-démocrates, instauration du pluralisme, généralisation des élections libres et victoire des démocrates ou libéraux, orientation vers l'économie de marché.

En Bulgarie et en Tchécoslovaquie, les dirigeants communistes sont remplacés pacifiquement par des réformateurs ; à **Prague** par exemple l'ancien régime est abattu en 3 semaines en **décembre 1989 ("Révolution de Velours ")** et le 29 décembre l'auteur dramatique et opposant **VACLAV HAVEL** est élu Président de la république à l'unanimité par le Parlement, lui-même présidé par **ALEXANDER DUBCEK**. En revanche, en Roumanie, le renversement de la dictature se fait au prix d'une révolution sanglante (**NICOLAE CEAUSESCU** exécuté le 25 décembre). Partout, des élections libres et pluralistes sont organisées.

Conclusion

- réponse à la problématique :

Les régimes de **DEMOCRATIE POPULAIRE** disparaissent donc en six mois en 1989, y compris en Bulgarie, RDA et Roumanie, où le pouvoir signifiait pourtant qu'il ne voulait rien lâcher. On n'en retient le plus souvent que les formes politique et économique (dictature d'un parti unique, propriété collective et économie centralement planifiée). Mais les **DEMOCRATIES POPULAIRES** ont aussi créé des formes originales de société. La diffusion de l'instruction dans des pays où elle était rare, a créé de nouvelles élites sociales ; le développement de la protection sociale, notamment les soins médicaux bon marché, a introduit pendant deux générations des habitudes. Les causes de l'effondrement des **DEMOCRATIES POPULAIRES** sont donc multiples. On peut souligner d'abord qu'il s'agit, sauf en Roumanie, de l'effondrement pacifique d'un système miné de l'intérieur par ses échecs économiques et, selon les cas, l'indifférence ou l'hostilité des populations. On peut rappeler aussi le soutien constant de l'Occident, longtemps moral (« Ich bin ein Berliner » de Kennedy) puis devenu actif avec l'implantation à l'ouest des euromissiles. Il faut ajouter enfin la perméabilité du rideau de fer traversé par des flux d'Occidentaux depuis les accords d'Helsinki et par des flux d'informations qui ne permettaient plus aux populations des **DEMOCRATIES POPULAIRES** d'ignorer les réalités de l'Ouest et d'aspirer à y participer.

- ouverture du sujet :

Mais si « l'autre Europe » n'est plus séparée par un rideau politique, le rideau économique n'est pas encore levé. Les « thérapies de choc » mises en place pour libéraliser le marché ont un coût social élevé. Il n'est donc pas surprenant qu'une « ostalgie » se développe, occultant les aspects les plus noirs de la période communiste pour n'en garder que les plus positifs ni que l'on assiste dès 1995 au retour au pouvoir des ex-communistes dans plusieurs ex-**DEMOCRATIES POPULAIRES** (Milosevic en Yougoslavie, Kwaśniewski en Pologne...).

Fiche bilan - Séquence n° 7 : **L'évolution des démocraties populaires d'Europe centrale et orientale (1948-1989)**

Notions de base :

DEMOCRATIE POPULAIRE
SATELLISATION / PAYS SATELLITE
SOVIETISATION
SOCIETE CIVILE

Notions secondaires :

tactique du salami
épuration / purges
souveraineté limitée / doctrine Brejnev
déviationnisme
dissidents
croissance extensive
normalisation
bloc
révolution autolimitée
autogestion ouvrière
socialisme à visage humain
coup de Prague
Octobre hongrois
Printemps de Prague
Loi martiale
Table ronde
Révolution de Velours

Repères chronologiques :

1948 : « **coup de Prague** » (février), **Rupture entre l'URSS et la Yougoslavie (juin)**, Début du blocus de Berlin (juin)

1949 : **Création du CAEM ou COMECON (janvier)**, Fin du blocus de Berlin (mai) et naissance de la RFA et de la RDA (septembre-octobre), 70^e anniversaire de Staline (décembre)

1951 : Arrestation de **WŁADYSŁAW GOMUŁKA** (octobre)

1953 : Mort de Staline (mars), Khrouchtchev premier secrétaire du PCUS, **Révoltes ouvrières en RDA (Berlin-Est)** et en Tchécoslovaquie (juin)

1954 : Fondation du KGB en URSS, Réarmement de la RDA

1955 : **Création du Pacte de Varsovie (mai)**

1956 : XXe Congrès du PCUS, Dissolution du Kominform, Répression des émeutes de Poznań (octobre), **Intervention soviétique à Budapest contre l'Octobre hongrois (novembre)**

1961 : **Construction du Mur de Berlin (août)**, L'Albanie quitte le CAEM et le Pacte de Varsovie

1963 : Discours de Kennedy à Berlin, Début de la tentative de refondation du socialisme tchécoslovaque

1964 : Brejnev succède à Khrouchtchev

1965 : **NICOLAE CEAUSESCU** arrive au pouvoir en Roumanie et affirme son indépendance envers Moscou

1968 : « **Printemps de Prague** » **écrasé par les forces du Pacte de Varsovie à l'exception de la Roumanie (août)**, Brejnev affirme la **souveraineté limitée** des démocraties populaires

1969 : « Ostpolitik » de Willy Brandt en RFA

1970 : Premières grandes grèves à Gdańsk (décembre)

1973 : Entrée de la RDA et de la RFA à l'ONU

1975 : **Accords d'Helsinki et espoirs de changements**

1976 : Premières émeutes en Pologne non réprimées par la force (Ursus, Radom)

1977 : SS20 en Europe, Charte 77 en Tchécoslovaquie

1978 : Election pontificale du cardinal **KAROL WOJTYŁA**

1980 : Mort de **JOSIP BROZ DIT TITO**, **Grèves et accords de Gdańsk entre le gouvernement polonais et Solidarność (août)**

1981 : Emeutes au Kosovo (9 morts, 257 blessés), « **Loi martiale** » **en Pologne (13 décembre)**

1982 : Mort de Brejnev

1983 : Pershing II en Europe et crise des euromissiles, **LECH WAŁĘSA** prix Nobel de la paix

1985 : **Gorbatchev, secrétaire général du PCUS**

1987 : Gorbatchev abandonne la **doctrine Brejnev**

1989 : Accord sur le pluralisme en Hongrie (février) et en Pologne (avril), Ouverture du Rideau de fer en Hongrie (mai), Victoire de Solidarność aux législatives (juin), Premier gouvernement non communiste en Pologne (août), **ERICH HONECKER** quitte le pouvoir en RDA (octobre), Manifestations en RDA et **chute du Mur de Berlin (9 novembre)**, **Révolution de Velours** en Tchécoslovaquie (novembre), Exécution de **CEAUSESCU** (décembre)

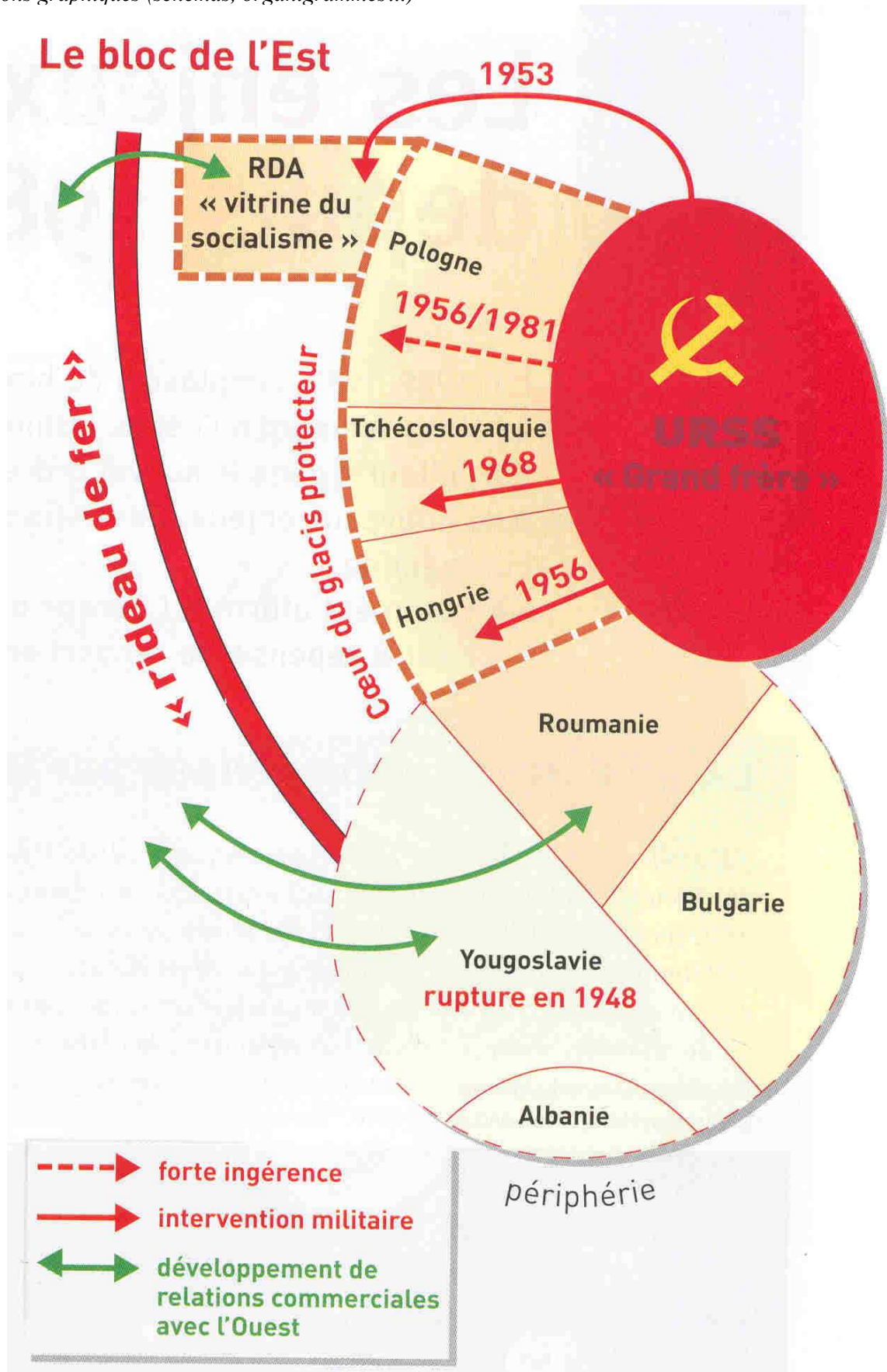
Vocabulaire spécifique :

Grand frère soviétique
 Planification
 Collectivisation
 Normes / Activistes
 Procès
 Athéisme
 Samizdat
 Déstalinisation
 Containment
 Kominform
 Pacte de Varsovie
 Guerre froide
 Rideau de fer
 Détente
 Ostpolitik
 Guerre fraîche
 Perestroïka / Glasnost
 Réforme agraire
 Kadarisme
 Titisme
 Apparatchik
 Gérocratie
 Nomenklatura
 Stasi
 Securitate

<p><i>Sigles :</i> POUP / PZPR KOR SB / ZOMO RDA CAEM / COMECON KGB</p>	<p><i>Personnages clés :</i> <i>WŁADYSŁAW GOMUŁKA (POLOGNE)</i> <i>WOJCIECH JARUZELSKI (POLOGNE)</i> <i>LECH WAŁĘSA (POLOGNE)</i> <i>KAROL WOJTYŁA (POLOGNE)</i> <i>KLEMENT GOTTWALD (TCHÉCOSLOVAQUIE)</i> <i>ALEXANDER DUBCEK (TCHÉCOSLOVAQUIE)</i> <i>VACLAV HAVEL (TCHÉCOSLOVAQUIE)</i> <i>MATYAS RAKOSI (HONGRIE)</i> <i>IMRE NAGY (HONGRIE)</i> <i>JANOS KADAR (HONGRIE)</i> <i>WALTER ULBRICHT (RDA)</i> <i>ERICH HONECKER (RDA)</i> <i>JOSIP BROZ DIT TITO (YOUGOSLAVIE)</i> <i>NICOLAE CEAUSESCU (ROUMANIE)</i> <i>ENVER HOXHA (ALBANIE)</i> <i>TODOR JIVKOV (BULGARIE)</i></p>
<p><i>Lieux clés :</i> Berlin-Est en RDA Prague en Tchécoslovaquie Budapest en Hongrie Helsinki en Finlande Gdańsk en Pologne Timisoara en Roumanie</p>	
<p><i>Documents de référence :</i></p> <p>Le coup de Prague (février 1948) d'après H. Ripka La rupture entre <i>JOSIP BROZ DIT TITO</i> et Staline (1948) Les aveux, lors des procès de Prague en 1952 Pacte de Varsovie, 14 mai 1955 Discours de <i>WŁADYSŁAW GOMUŁKA</i> après les émeutes de Poznań (20 octobre 1956) Les derniers appels de Radio Kossuth, radio libre de Budapest, 4 novembre 1956. Lettre des Partis communistes bulgare, hongrois, polonais, est-allemand et soviétique au Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, 15 juillet 1968. Allocution radio-télévisée du 1er août 1968 du général tchécoslovaque Svoboda Lettre ouverte de <i>VACLAV HAVEL</i> à Gustav Husak (8 avril 1975) La Charte 77 Les 21 revendications du MKS de Gdansk (17 août 1980) Les accords de Gdańsk (31 août 1980) Discours télévisé de <i>WOJCIECH JARUZELSKI</i> pour annoncer l'Etat de siège (nuit du 12 au 13 décembre 1981). Le combat de <i>LECH WAŁĘSA</i> pour la libération de la Pologne (interview de 1988) La RDA en octobre 1989 d'après Gorbatchev La « Révolution de Velours » en Tchécoslovaquie d'après <i>VACLAV HAVEL</i> Photographie/caricature de Berlin après la chute du Mur, 9 novembre 1989</p>	

Fiche graphique - Séquence n° 7 : **L'évolution des démocraties populaires d'Europe centrale et orientale (1948-1989)**

Productions graphiques (schémas, organigrammes...)



		Satellisation	Résistances et répression	Vers la dislocation du bloc
Évolution de l'URSS		<ul style="list-style-type: none"> • Kominform (1947) • Purges dans les Partis communistes 	<ul style="list-style-type: none"> • Dissolution du Kominform • XX^e Congrès du PCUS 	<ul style="list-style-type: none"> • Perestroïka (1986) • Dissidence (à partir des années 1970)
Contexte international		<ul style="list-style-type: none"> • Début de la guerre froide 	<ul style="list-style-type: none"> • La détente ne met pas fin à la guerre froide 	<ul style="list-style-type: none"> • Acte final d'Helsinki (1975) • Jean-Paul II, pape polonais (1978)
Économie		<ul style="list-style-type: none"> • Refus du plan Marshall • CAEM (1949) 		<ul style="list-style-type: none"> • Dissolution du CAEM (1991)
Aspects militaires		<ul style="list-style-type: none"> • Troupes soviétiques en Pologne, RDA, Hongrie, Tchécoslovaquie 	<ul style="list-style-type: none"> • Pacte de Varsovie (1955) 	<ul style="list-style-type: none"> • Retrait des troupes soviétiques • Dissolution du pacte de Varsovie (1991)
P R I N C I P A U X É V È N E M E N T S	Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> • Création de la RDA (1949) 	<ul style="list-style-type: none"> • Émeutes à Berlin-Est (1953) • Construction du mur de Berlin (1961) 	<ul style="list-style-type: none"> • Chute du mur de Berlin (1989)
	Tchécoslovaquie	<ul style="list-style-type: none"> • Coup de Prague (1948) 	<ul style="list-style-type: none"> • Printemps de Prague (1968) • Alexander Dubcek 	<ul style="list-style-type: none"> • Charte 77, Vaclav Havel • Révolution de velours
	Pologne		<ul style="list-style-type: none"> • Troubles en Pologne (1956) 	<ul style="list-style-type: none"> • Solidarnosc (1980) • Lech Walesa
	Hongrie		<ul style="list-style-type: none"> • Insurrection de Budapest (1956) • Imre Nagy 	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture du rideau de fer entre Hongrie et Autriche (1989)
	Yougoslavie	<ul style="list-style-type: none"> • La Yougoslavie exclue du Kominform 	<ul style="list-style-type: none"> • Réconciliation temporaire Tito/Khrouchtchev 	

Les démocraties populaires de l'Europe de l'Est

Pays	Installation de la démocratie populaire	Phases dures du régime	Phases libérales du régime	Contestations	Chute de la démocratie populaire
YOUGOSLAVIE	Résistance PC Tito 29 novembre 1945	Tito 1945-1980		Tensions ethniques Kosovo 1981	Été 1991 éclatement du pays
ALBANIE	Résistance PC Hoxha 11 janvier 1946	Hoxha 1945-1985 : Stalinien, maoïste Pays très fermé	Léger redoux après 1978	Titistes exécutés 1946 Purges 1981	Février 1992 émeutes Avril 1992 élection d'un démocrate
BULGARIE	Armée soviétique 15 septembre 1946	Dimitrov 1946-1949 Jivkov 1962-1989 : Stalinien		Echec putsch 1965	Décembre 1989 Abandon du PC
ROUMANIE	Armée soviétique 30 décembre 1947	Ceausescu 1965-1989 Culte personnalité		Emeutes 1987	Décembre 1989 Révolution violente
POLOGNE	Armée soviétique février 1947- décembre 1948	Bierut 1948-1956 Gomułka 1956-1970 Jaruzelski 1981-1989 : Loi Martiale	Autour de 1956 décollectivisation Gierek 1970-1981	cardinal Wyszyński 1953 Poznań 1956 Gdańsk 1970 Ursus et Radom 1976 Solidarność 1980	Avril 1989 accord avec Solidarność Juin 1989 élections (Wałęsa)
TCHECO- SLOVAQUIE	Armée soviétique 9 mai 1948	Gottwald 1948- 1953 Novotny 1954-1968 Intervention 1968 Husak 1969-1987	Dubcek 1968	Slansky 1952 Printemps Prague 1968 Charte 77 (Havel)	Novembre 1989 Révolution de velours (Havel)
HONGRIE	Armée soviétique 18 août 1949	Rakosi 1948-1953 Intervention 1956	Nagy 1953-1956 Kadar 1956-1988	cardinal Mindszenty (1949) Budapest 1956	Octobre 1989 Abandon du PC
RDA	Armée soviétique 7 octobre 1949	Ulbricht 1945-1971 : Stalinien Honecker 1971-1989 Libéral puis glaciation	Années 1970 : ouverture relative	Grèves Berlin 1953	9 novembre 1989 chute du mur de Berlin 1990 réunification